



la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Le travail reprend, mais la lutte continue

Forge ton parti pour les prochains combats !



Tout va bien, tout va très bien, tout va de mieux en mieux ! La grande presse politique et d'information semble envelopper sa pensée éditoriale dans les formules empruntées à la fameuse méthode Coué !

Tout va bien ! L'ordre public règne à Tunis où le néo-destour est traqué, où 18 condamnations viennent encore de s'abattre... mais où les fonctionnaires anciens combattants sont reçus en grande pompe à la municipalité de Tunis. De fortes paroles ont été prononcées : « Personne ne doit mourir de faim là où flotte le drapeau français ! », a-t-on dit. Il faut bien, n'est-ce pas, associer la Tunisie à l'effort de redressement national et impérial !

Et les musulmans de crier : « Vive la France ! » « Les Tunisiens sont syndiqués », écrit dans « le Peuple » le secrétaire de l'Union locale de Tunis, ils ont déserté les armées du fanatisme pour grossir celles des confédérés. Ils sont les soldats de la lutte de classe et leurs armes ne sont pas meurtrières ».

Moins meurtrières, évidemment que les fusils à répétition du service d'ordre !

**

Tout va bien ! Au cours de la « trêve de Pâques » se sont poursuivis et achevés les marchandages, les combinaisons dont l'aboutissant est l'évacuation des usines occupées et la reprise du travail, mardi et mercredi matin, au bruit joyeux des machines chantant la victoire patronale et le torpillage des 40 heures.

Tout va très bien ! Aucun parti révolutionnaire ne peut mettre en ligne des moyens assez puissants pour rallier l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non, face à la bourgeoisie, au gouvernement qui en est l'instrument, aux dirigeants d'organisations qui en sont les valets et les exécutés. L'ordre règne dans le parti stalinien où les efforts rejoignent fraternellement ceux du P.S.F. pour la chasse à la bête trotskyste.

L'ordre règne dans la S.F.I.O. dont la Fédération de la Seine est disloquée et où triomphent des thèses dans ce genre : « Le bureau provisoire s'efforcera de calmer les esprits, de faire appel au patriotisme de parti de tous les militants. Aucune œuvre féconde ne serait possible si la lutte des classes devait être continuée comme par le passé. Quel temps précieux perdu pour la propagande que ces longues heures consacrées à discuter des textes ! Notre parti occupe une trop grande place dans la vie poli-

tique du pays pour que nous en restions aux débats théoriques des sections. »

Ces énormités sont publiées dans « le Populaire » de ce jour sous la signature de Gaston Allemane, député de la Seine.

**

Tout va donc très bien ! Daladier tient ce matin son premier Conseil des ministres. Grâce à ces heureuses conjonctures, Daladier peut ajourner la mise en route du premier train de décrets-lois. Quand tout va bien, il ne faut pas abuser des procédures exceptionnelles !

Cependant que les métallos trahis, mais non vaincus, et avec eux l'ensemble des travailleurs y prennent garde :

Le Gouvernement met au point l'organisation du referendum secret dans les usines, et les articles du Code du Travail élaboré précédemment par Chautemps. Les représentants d'organisations patronales et ouvrières doivent précisément se rencontrer cet après-midi au Ministère du Travail pour achever le « surarbitrage » des conflits en voie d'extinction. Mais les conversations se poursuivront sur le Code du Travail Chautemps-Ramadier et le choix des formules propres à le faire accepter aux travailleurs.

C'est également ce matin que le Conseil des Ministres décidera d'une nouvelle inflation de dix milliards de francs afin de pourvoir aux besoins urgents de la Trésorerie et de la Défense nationale... puis viendra en-

suite la grande opération de crédit, l'emprunt de la Défense nationale... que le dra ensuite la grande opération de crédit, l'emprunt de la Défense nationale, que le gouvernement lancera dans une atmosphère favorable réalisée grâce à ces mesures d'ordre et qui lui est nécessaire pour affermir sa position de gouvernement à poigne.

**

Si la méthode Coué donne l'illusion de calmer les rages de dents, elle reste absolument inopérante en matière de conflits sociaux.

Tous les problèmes restent posés.

Les travailleurs des usines et des champs vont se trouver demain devant la nécessité de reprendre vigoureusement l'offensive.

Les mesures fiscales, le Code de la guerre et le statut du travail sont les actes gouvernementaux qui abritent et la course aux armements, et le banditisme colonial, et la surexploitation dans les usines et les mines, et la vie plus chère, les charges plus écrasantes pour des salaires réels diminués.

La misère, la guerre et la dictature sont là, qu'il faut abattre dans une lutte sans merci menée selon les méthodes éprouvées de la stratégie révolutionnaire.

Comprenez-vous, camarades, qu'il faut répondre aux trahisons dont vous êtes victimes en vous ralliant, massivement, autour de notre parti ?

Les Métallos trahis

NOUS ferons le bilan complet de la grève des métallos parisiens qui dura jusqu'à 24 jours pour ceux de chez Citroën. Aujourd'hui, relevons seulement les faits les plus saillants qui révèlent la volonté indéniable de la direction syndicale de faire subir un échec à la corporation la plus puissante parmi l'ensemble du prolétariat de France.

1) La grève a été déclenchée à l'instigation des dirigeants syndicaux. L'ordre de grève a été donné bureaucratiquement, une demi-heure ou trois quarts d'heure avant de débrayer et sans aucune préparation, sans aucune agitation préalable.

2) Le mouvement déclenché chez Citroën et quelques petites boîtes, la direction syndicale s'oppose à tout élargissement. Faites face à la bête trotskyste, déclare-t-elle. Les patrons veulent la grève générale, affiche-t-elle.

3) Quand cette propagande a porté ses fruits, elle dit : par boîte, déposez vos revendications et agissez en conséquence. La grève s'étend chez Renault et dans de nom-

breuses boîtes, mais elle n'est pas générale. Le syndicat n'en prend encore pas la responsabilité.

4) Le syndicat retrouve ses responsabilités une première fois pour donner l'ordre d'évacuer les usines, puis de reprise du travail aux métallos des usines d'aviation, sur un arbitrage consacrant les 45 heures par semaine.

5) Le syndicat prend une seconde fois ses responsabilités. Après avoir déclaré, sous le gouvernement Blum, qu'il ne pouvait être question de reprise du travail sans une augmentation provisoire de salaires, le syndicat, sous le gouvernement Daladier, donne l'ordre d'évacuer les usines sans aucune garantie d'augmentation de salaire, faisant confiance dans un arbitrage à venir.

(Suite page 4.)

LIRE DANS CE NUMERO :
NOS LETTRES DE PROVINCE
CHEZ LES PAYSANS
LE FAIT INTERNATIONAL
Etc... Etc...

L'accord anglo-italien et ses conséquences

CHAMBERLAIN triomphe, l'accord avec Mussolini est signé. Quels en sont les grandes lignes. D'abord, un règlement des zones d'influence en Afrique et en Orient ; puis de nombreux engagements réciproques : réduction des forces italiennes en Libye, cessation de la propagande anti-anglaise, etc., assurance par l'Angleterre de laisser libre l'usage du Canal de Suez en temps de paix et de guerre ; enfin les gros morceaux : renoncement par l'Italie à tout privilège politique, territorial ou économique en Espagne, aux Baléares et dans les possessions espagnoles, reconnaissance par l'Angleterre de l'Empire italien (Abyssinie, Melus). Cet accord n'entrerait en vigueur qu'après l'évacuation des forces italiennes d'Espagne et acceptation par Genève de la conquête de l'Éthiopie.

Que faut-il penser de ce traité ? La presse capitaliste du monde entier veut voir en lui un événement considérable. « La paix est consolidée », lit-on partout. Certains vont même jusqu'à penser que c'est le premier pas vers la dislocation de l'axe « Berlin-Rome ».

En vérité, il s'agit simplement d'un acte conforme à la politique de la Cité, qui peut se résumer ainsi : coûte que coûte, gagner du temps, s'armer puissamment pour rester l'arbitre en Europe et maintenir l'Empire dans le monde.

Eden pensait que les difficultés de Mussolini le rendraient plus accommodant ; il proposait d'attendre avant de conclure ; Chamberlain n'a pas voulu courir le risque de cette attente, il apparaît qu'il a du reste bien manœuvré et que les revendications anglaises sont satisfaites. De son côté, Mussolini voulait pouvoir parler plus ferme à Hitler en mai ; l'accord avec l'Angleterre le met en meilleure posture. Les brigands impérialistes italo-anglais sont donc contents, mais, les peuples, pourquoi se réjouiraient-ils ?

Parce que cet accord préparerait la paix ? En voilà une bonne blague ! Dans le même temps, Chamberlain commande 500 avions en Amérique pour accélérer le réarmement ; en vérité, il ne s'agit que d'un chiffon de papier que chacun interprétera à sa façon suivant les événements.

Il est clair que Mussolini gardera des intérêts en Espagne et Chamberlain ne fermera les yeux que dans la mesure où la part de la Cité sera ménagée. L'armistice provisoire actuel ne règle rien, il permet de manœuvrer chacun pour soi plus à l'aise et c'est tout. La question reste entière : qui colonisera l'Espagne ? Comment s'établira l'équilibre méditerranéen ? Voilà tout le problème.

Une fois de plus ^{**} l'impérialisme français incapable d'agir seul est balloté. Aller contre l'abandon définitif de l'Espagne à Franco et ses alliés, il ne peut en courir le risque seul. Bon gré mal gré, il acceptera donc la situation actuelle. Chamberlain promet du reste des contre-parties (on parle d'une alliance militaire ?) En fin de compte, on enverra en sous-main quelques armes à Négrin afin d'avoir de meilleures positions pour marchander et on ira à Londres d'abord, à Rome après. Entre temps, grâce aux 45 heures, grâce à la poigne des chefs staliens et réformistes, grâce aux gardes mobiles on complétera les dispositifs guerriers et on verra... la tournure des événements dans quelques mois !

Dans toute cette affaire, les prolétaires, simples pions d'un jeu compliqué d'intérêts impérialistes opposés n'ont d'autre « rôle » que de tout accepter au nom de l'Union nationale et de l'antifascisme, superbe paravent derrière lequel apparaît déjà de nouvelles victoires fascistes — en Espagne et en France. Les exploités de ce pays vont-ils accepter ce jeu ? Ce n'est pas sûr !

AVEC LES MÉTALLOS TRAHIS

CHEZ BLOCH, à COURBEVOIE
UN GROUPE D'OUVRIERS
EXPRIME SA MEFIANCE
ENVERS LA DIRECTION SYNDICALE

A l'assemblée générale où fut votée par la majorité la reprise du travail, les ouvriers de chez Bloch décidèrent de soutenir les copains restés en grève en versant une heure de salaire par jour. Ce n'était d'ailleurs qu'une pauvre solidarité, après l'abandon de la grève dans des conditions lamentables.

Vendredi soir, à la paye, les responsables d'équipe passèrent ramasser les deux heures dues pour les deux jours de travail de la semaine.

Comme les sommes ainsi recueillies sont versées au fonds de grève du syndicat des métaux, c'est-à-dire mis à la disposition de Doury, Costes, Timbaut et autres bureaucrates appointés qui ont torpillé la grève générale, qui ont donné le secours ridicule de 20 francs aux grévistes de chez Citroën pour plus de vingt jours de grève, un groupe d'ouvriers n'a pas voulu remettre à la direction syndicale leurs heures de solidarité envers les grévistes. Ils décidèrent de les porter eux-mêmes aux travailleurs en grève d'une usine voisine, la carrosserie Auto-Bineau. Ceux-ci ont pu voir, dans ce geste, à la fois qu'un groupe de camarades de chez Bloch est solidaire d'eux dans la bataille, mais pas solidaires des bureaucrates qui les trahissent.

CITROEN (EPINETTES)

Depuis le 24 mars, les usines Citroën étaient occupées par les ouvriers réclamant la signature de la convention collective, réajustement de salaires, etc... Le conflit éclata comme un coup de foudre, les ouvriers, unanimes, allèrent à la bataille pour arracher à Michelin le Cagoulard leurs revendications.

Mais la direction fédérale qui se préoccupe plus de la défense nationale que des intérêts des ouvriers, publia le soir même un communiqué se désolidarisant des ouvriers en lutte (Voir « Ce Soir » du 25 mars 1933).

Le gouvernement Blum fait des propositions qui furent repoussées par l'ensemble des ouvriers, mais cela n'empêcha pas de voir dans la presse que les ouvriers avaient accepté ces propositions.

Après Blum, vint le Daladier du 6 février, fusilleur d'ouvriers, qui veut un gouvernement fort, il a fait les mêmes propositions que les précédents, acceptées par la C.E. des Métaux, c'est-à-dire évacuation des usines avant toute discussion. La semaine avant, on devait tenir jusqu'au bout, tant que nous n'aurions pas satisfaction totale, alors que pour Daladier on accepte, et, mieux encore, on vient mettre les ouvriers devant le fait accompli.

Le samedi, vers 13 heures, assemblée pour pouvoir discuter des fonds en caisse du Comité de

grève, on indiqua qu'il fallait évacuer l'usine « dans l'intérêt des ouvriers et du conflit » (!).

Dubac, délégué, à dit : nous avons une victoire morale, il oublie d'ajouter que le patronat avait la victoire matérielle.

Après une discussion orageuse, deux propositions :

La première : on a tous essayé de faire comprendre aux ouvriers qu'il fallait évacuer et que 2 heures s'approchent, il faut une décision, être disciplinés, etc... Appel au calme. La C.E. des Métaux était-elle disciplinée d'accepter les propositions de Ramadier sans en avoir référé aux ouvriers ? Je pose la question, camarades majoritaires de l'usine !

La deuxième proposition est de Trocello :

1. Arbitrage avant l'évacuation.
2. Signature des conventions.
3. Paye.

Mais, alors, la chorale est entrée en jeu, et aucun vote n'a eu lieu, l'assemblée se termina dans les discussions personnelles. Quelques instants après commençait l'évacuation de l'usine.

On peut dire qu'un grand nombre de camarades comprirent que les traîtres de la Fédération des Métaux les avaient trahis et qu'après 24 jours de grève on rentrerait sans avoir aucune satisfaction.

Les ouvriers des Epinettes ne doivent avoir confiance que dans leur force et comprendre qu'on ne peut appeler les ouvriers à la lutte contre le patronat pendant qu'on les appelle à la défense du pays et des intérêts capitalistes.

GNOME ET RHONE (Kellermann)

Mardi matin, les gars de l'entretien, en entrant, ont aidé la porte à s'ouvrir. L'usine fut occupée à nouveau. Les bonzes syndicaux intervinrent, demandant l'évacuation. Au vote, il y eut des pour et des contre. L'usine fut à nouveau évacuée. Ça n'a pas été tout seul. Que les révolutionnaires s'organisent. Un jour l'usine tournera pour les ouvriers.

RENAULT

Vendredi, le patronat et la direction syndicale ont préparé l'évacuation de la façon suivante. On a payé des accointés. Chaque atelier allait en groupe avenue Edouard-Vaillant, sous la surveillance du service d'ordre syndical. Mais, trop souvent cette marche dans les rues de Billancourt avait une allure de ribotte et rien de la tenue d'ouvriers luttant pour leurs conditions d'existence. Les responsables de cela, ce sont les dirigeants syndicaux qui ne voulaient pas de la grève et qui l'ont torpillée par tous les moyens.

Mais il reste chez Renault bien des ouvriers révolutionnaires, qui ne s'alignent pas sur Costes automatiquement. Ils organiseront la lutte chez Renault, avec l'aide du P.C.I.

La crise dans la Fédération S.F.I.O. de la Seine

Ils veulent la scission pour mieux trahir

C'est la formule d'agitation adoptée par la Fédération dissoute. Certes, le jeu des réformistes, des agents du capital dans les rangs ouvriers est de diviser les forces ouvrières, d'empêcher PAR TOUS LES MOYENS le jeu normal de la démocratie prolétarienne, de tenter par la calomnie, de rompre et de désagréger l'avant-garde et de la chasser quand la bureaucratie réformiste ne peut parvenir à endiguer les progrès de l'aile révolutionnaire.

Mais ceux qui se prétendent marxistes doivent tenir compte de ce fait pour orienter et organiser leur combat, un Parti ne peut être fort que lorsque les agents du capitalisme et leur doctrine en sont extirpés. L'« unité » de l'eau et du feu neutralise le feu et la tâche la plus impérieuse pour les révolutionnaires est de dénoncer le rôle des réformistes sans réforme, des partisans du moindre mal qui amènent les pires maux.

Les révolutionnaires ne peuvent mener à bien cette tâche qu'en constituant une ORGANISATION INDEPENDANTE SUR UN PROGRAMME ET DES METHODES D'ACTION REVOLUTIONNAIRES.

Cette organisation, ce Parti, ne renonce pas à entretenir le travail de fraction là où les masses ouvrières sont encore entraînées mais le Parti mène son travail indépendant et il acquiert des possibilités de lutte contre le capitalisme dans la mesure où il parvient à dénoncer les valets réformistes qui endiguent l'action ouvrière.

La crise de la Fédération de la Seine démontre

que nous sommes à un moment décisif de la formation du Parti révolutionnaire. La Fédération de la Seine a, dans les rangs ouvriers, d'immenses sympathies, mais il semble qu'une partie importante de ses dirigeants n'emploient la formule : « ILS VEULENT LA SCISSON POUR MIEU TRAHIR » que pour amener : « A REPRENDRE SA PLACE DANS LA S.F.I.O. POUR LES EMPECHER DE TRAHIR », ce qui équivaudrait à une capitulation.

« Les empêcher de trahir », cela dépend du programme que l'on développe parmi les masses, de la capacité et des moyens — Pivert a toujours ses dossiers — que l'on a de démontrer « qu'ils sont des traîtres ».

Cela peut sembler gênant quand on a déclaré que les bolcheviks-léninistes avaient tort de parler de traîtres..., mais l'expérience prouve qu'il faut, avec retard, le faire...

L'aile de la G.R. qui veut retourner à la S.F.I.O. pour « les empêcher de trahir » ne peut, si ce moyen n'était pas repoussé par les militants révolutionnaires de la Fédération de la Seine, qu'aider les Blum et P. Faure à trahir !

Pour les empêcher de trahir, il n'y a qu'un moyen, les discréditer, les dénoncer, faire comprendre à chaque ouvrier que ce sont les agents de l'ennemi de classe.

Comment ? C'est ce que le P.C.I. exposera dans sa lettre ouverte à la Fédération de la Seine qui paraîtra vendredi.

LETTRES DE PROVINCE

A LYON, LES GARS DE L'O.T.L. CONTRE LES FASCISTES

Le P.P.F. a tenté d'organiser une réunion pour les jeunes auxiliaires de la Compagnie des tramways de Lyon sous la dénomination de syndicat professionnel.

La réunion, dès son début, a démontré la combativité des gars qui ont imposé un bureau composé d'éléments syndiqués.

Un dénommé Boulon, qui se disait secrétaire de la Confédération Nationale du Travail, n'a pu prendre la parole et s'est vu sortir de la salle par les prolétaires de son cynisme.

Deux gars du syndicat ont expliqué aux ouvriers présents quel était le rôle joué par ces organisations et ont appelé les gars à la lutte.

Il est à retenir l'intervention de Mar, qui a démontré le rôle que devaient jouer les syndicats. Il ne faut pas voir, disait-il, seulement les revendications immédiates. Notre but est beaucoup plus grand. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », cela signifie que le but est le renversement du régime capitaliste pour l'instauration d'un régime meilleur. Nous pouvons avoir des divergences sur la tactique à employer, nous pouvons avoir des frictions, mais nous nous mettrons d'accord pour mener la lutte et renverser le patronat.

Il a démontré le rôle de briseur de grèves que jouaient les syndicats professionnels et a donné comme exemple la lutte des métallos de la région parisienne.

Après la réunion, une courte empoignade a permis de sortir un P.P.F. du bistrot où il provoquait les gars qui commentaient les événements qui s'étaient déroulés pendant la séance.

Jusqu'à tard dans la soirée, une équipe de P.P.F. a circulé aux abords du café mais n'a pas osé s'en prendre à des gars décidés à ne pas se laisser faire et qui se tenaient en état d'alerte.

Il faut que les syndiqués de l'O.T.L. tirent les leçons de ces événements. Ils n'ont pu chasser les fascistes comme ils auraient voulu le faire, parce qu'il manquait une organisation de combat disciplinée, sachant ce qu'elle veut et où elle va.

Le problème qui se pose et que nous avons développé maintes et maintes fois, c'est la constitution de milices antifascistes sous le contrôle des organisations ouvrières et chargées de les défendre.

AUXERRE

LA MAIN TENDUE...

Pierre Chègne, porte-drapeau du P.C. à toutes les élections, très connu de la classe ouvrière dans la région de l'Yonne, décéda à Fontenay-le-Comte, en Vendée.

Il a été enterré en grande pompe. Et, voulant pratiquer jusque dans l'éternité la politique de la main tendue aux catholiques, son cortège était conduit par trois ensoutanés.

Qu'en pensent les camarades du P.C. d'Auxerre qui assistèrent aux obsèques ?

MARSEILLE

LA QUESTION DES TRAMWAYS

Depuis le 15 avril la deuxième augmentation des tarifs est entrée en application sans rencontrer aucune résistance. Voilà donc une nouvelle charge bien lourde que les ouvriers banlieusards devront supporter par la faute de la municipalité Tasso et de la bande à Nedelec, briseurs de grève. La veille de l'application des nouveaux tarifs, les bonzes cégétistes avaient bien convoqué un meeting, mais ce fut pour « dégager leur responsabilité », autrement dit de laisser les ouvriers, une fois de plus, sans aucun mot d'ordre et d'achever ainsi de briser le mouvement de protestation. Il serait trop facile de pouvoir dégager la responsabilité. Les ouvriers se souviennent qu'en février les Nedelec ont promis qu'il n'y aura pas de deuxième augmentation ; c'est même en faisant cette promesse qu'ils ont réussi à briser la grève des usagers. Et en avril, malgré la division parmi les usagers (ce sont surtout les banlieusards qui sont touchés par le nouveau tarif) on pouvait faire encore un mouvement puissant en le liant avec le mouvement des employés des trams, victimes de la même politique de compressions et de licenciements nombreux. Là aussi, la bande à Nedelec a joué son rôle de diviseurs au service de la Compagnie, en empêchant par tous les moyens la liaison de deux mouvements et l'adoption du principe de grève des employés des trams ; les tramways savent que leur mouvement serait soutenu par la population. Mais pour éviter les licenciements qui continuent à menacer (les nouveaux tarifs réduisant le nombre des usagers, et la Compagnie, en conséquence, supprimant les lignes et licenciant les employés), les tramways doivent combattre l'influence néfaste de diviseurs-traitres, Nedelec, Laugier et Cie ; une importante minorité de tramways l'a déjà compris. Il faut continuer l'action contre la Compagnie et ses valets, la bande à Nedelec Avec le Parti Communiste Internationaliste, usagers et employés de trams, groupez-vous pour chasser la bande à Nedelec-Tasso et pour la défense de vos intérêts, pour la grève simultanée et générale.

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.

6 mois 15 fr.

3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :

BRAUSCH 1773-07 Paris

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : A. BASTIDE.

Les faits du jour

En Palestine, 50 tués...

De nouveaux et sanglants incidents viennent de marquer, en Palestine, la semaine écoulée.

Alors qu'une véritable bataille se déroulait dans la région du Centre, une bombe éclatait dans le quartier juif de Jérusalem et une autre dans un café arabe de Caïffa.

On compte actuellement plus de 50 tués, et les informations assez confuses qui en parviennent laissent prévoir dans cette région une accentuation des troubles.

On espère apaiser l'excitation des esprits en laissant espérer les possibilités d'un partage du pays, déjà préconisé depuis longtemps et qui, en réalité, soulève de nombreuses difficultés.

En Roumanie

Un communiqué gouvernemental de Bucarest en date du 17 avril annonçait que des mesures extrêmement sévères venaient d'être prises contre les anciens membres de « la garde de fer » qui devaient tenter un coup de force.

Effectivement, à Bucarest et dans l'ensemble du pays, on apprenait l'arrestation du « capitaine » Codreanu et de 200 agitateurs, cependant que le journal d'extrême-droite « Cuventul », organe officieux des Gardes de fer, était suspendu.

Le 23 février dernier, le gouvernement Miron Crestes récemment créé, promulguait la nouvelle Constitution et annonçait des mesures répressives contre les partis et associations politiques. Codreanu déclara alors la dissolution de ses légions (Tout pour le pays !) et sa volonté de quitter la Roumanie.

Ceci n'était qu'une feinte et la dissolution apparente des légions devait, en réalité, masquer une recrudescence de l'organisation et de l'agitation clandestines.

Catastrophe aux mines d'Anzin

Voici à peine six mois, le grisou faisait cinq victimes aux mines d'Anzin, à Denain.

Samedi, à neuf heures du matin, se produisit un éboulement à 700 mètres sous terre.

L'état des boiseries de soutènement ne permet pas aux secours d'être organisés avec toute la rapidité voulue puisque de nouveaux éboulements se produisent à chaque instant.

L'un des mineurs ensevelis, Maréchal, après une journée d'angoisses, était déjà partiellement dégagé lorsqu'un nouvel effondrement de la voûte se produisit, l'écrasant sous 40 tonnes de décombres.

Quatre morts, quatre blessés, tel est le nouveau tribut que le prolétariat du sous-sol vient de payer au patronat.

Celui-ci, une fois de plus, esquivera ses responsabilités et continuera de toucher ses dividendes.

Ceux des Mines d'Anzin ont été de 10 millions 650.000 francs en 1937, contre 4 millions en 1936 !

Drame paysan

Dans la plaine de Luzarches, autre drame. Cette fois, c'est un agrarien, Bernard Lécuyer, qui organise avec le personnel de sa ferme une *battue au braconnier* et décharge son fusil sur un ouvrier agricole.

La mort est instantanée. Et tous les agrariens du Front Paysan seront d'accord pour estimer que ce n'est pas trop cher payer l'audace de braconner sur les terres du seigneur.

Bien entendu, Bernard Lécuyer est maintenu en liberté.

Assemblée générale de la région parisienne le vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle des « Deux-Hémisphères ».

Réunion du Comité Central le vendredi 22 avril à 20 h. 30.

Le lieu sera indiqué par convocations individuelles.

Contrôle ouvrier et paysan

Ceux qui n'ont pas souffert de la crise

La démocratie bourgeoise accordait aux masses laborieuses une apparence de contrôle politique sur ses dirigeants grâce au bulletin de vote. Tant que cela ne lui était pas nuisible, la bourgeoisie a permis cette démocratie. Mais elle n'a jamais permis l'ombre même d'un contrôle sur sa gestion économique, sur la base de son exploitation, qui aboutit à l'anarchie, la faillite et la misère des masses.

L'actionnaire parasite a le droit de savoir comment fonctionne l'entreprise qui l'enrichit. Mais l'ouvrier, le producteur exploité, n'a qu'à obéir et à se taire : il n'est qu'une partie de l'outillage.

Mais les travailleurs veulent connaître toutes les pièces de la machine. Eux seuls peuvent juger son fonctionnement. A l'autorité capitaliste des directions, imposons le contrôle implacable des travailleurs.

Les comités d'usines, les comités de paysans, les comités de petits fonctionnaires, d'employés, pourraient très facilement, avec l'aide de techniciens honnêtes, d'ingénieurs, de comptables dévoués au peuple travailleur, démêler les « secrets commerciaux » des exploités. C'est par ce moyen qu'il faut instaurer le contrôle public sur les banques, l'industrie et le commerce.

Ces lignes sont extraites de notre programme d'action. Il n'est pas de meilleure introduction aux quelques citations que nous donnons ci-après de quelques récentes assemblées générales et des bénéfices qu'elles font apparaître au cours de l'exercice 1937 :

Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain-Anzin : Dividende de l'exercice 1937 porté à 40 francs net par action, contre 30 précédemment.

Société Métallurgique de la Bonneville : Bénéfice net de 1.498.782 francs.

T.C.R.P. : 821.170.825 francs contre 695 millions 900.000 en 1936.

Société Minière et Electrique des Landes : annonce un bénéfice supérieur à celui de 1936 qui était de 876.352 francs.

Union Hydro-Electrique : 3.715.234 fr. contre 2.947.000 en 1936.

Société Indochinoise de Plantations d'Hévéas : 14.945.000 francs contre 5.063.000 fr. en 1936.

Distilleries d'Indochine : 17.888.000 fr. contre 12.781.000 en 1936.

Hôtel Raphaël : 1.210.498 francs contre 265.900 fr. en 1936.

Et la liste n'est pas close !

Les métallos trahis

(Suite de la page 1)

6) La solidarité a été réduite au-dessous du minimum : 20 francs aux grévistes de Citroën pour 24 jours de grève. Les municipalités de banlieue qui, en juin 36, avaient donné une aide substantielle quand toutes les usines étaient occupées, n'ont guère été visibles quand une partie des entreprises seulement étaient occupées.

7) Pour la reprise du travail, le syndicat, encore une fois, est intervenu pour prêcher le calme, c'est-à-dire la résignation devant les provocations patronales.

Et, maintenant, il le fait à nouveau devant un arbitrage non moins provoquant.

**

Que contient l'arbitrage Giraud ?

Une seule affirmation précise et catégorique : la revendication ouvrière d'une augmentation de salaires n'est pas fondée. La thèse patronale est approuvée sans réserve par le directeur général des Travaux de la Ville de Paris.

La direction syndicale va tenter de sauver la face en insistant sur des RECOMMANDATIONS que contient également la sentence Giraud. Ce sont des recommandations seulement, que les représentants patronaux vont discuter au ministère mais qu'ils ne sont nullement tenus d'accepter.

Mais ces recommandations elles-mêmes ne sont pas du tout désavantageuses pour le patronat. Elles contiennent ceci :

a) pour les usines métallurgiques travaillant pour la défense nationale, l'arbitre Giraud recommande l'application des dispositions de l'arbitrage Jacomet concernant l'industrie aéronautique. C'est-à-dire :

- 1°) la semaine de 45 heures ;
- 2°) une augmentation horaire de 0 fr. 75.

Pourquoi les patrons n'accepteraient-ils pas de telles recommandations ? La semaine de 45 heures fera leur affaire. Quant aux augmentations de salaires, ce sera la princesse qui les paiera.

b) pour les autres usines métallurgiques, la recommandation du sieur Giraud est de donner une augmentation de 7 à 8 sous de l'heure.

**

Voici à quoi les dirigeants syndicaux (du plus grand syndicat de France !) ont abouti. La défaite des métallos va peser demain sur les employés des grands magasins et sur toutes les corporations.

La façon dont ils ont engagé et mené le mouvement ne permet pas le moindre doute : ils ont voulu faire subir un coup dur aux métallos, c'est volontairement, intentionnellement qu'ils les ont trahis. Prisonniers de leur politique de collaboration de classes, de défense nationale, d'union sacrée, de « paix sociale », de travail dans l'ordre pour la France, de discipline, et autres formules employées aussi couramment par eux que par les fascistes, les Croizat, Doury, Costes, Timbaut, etc..., serviteurs du parti stalinien, ont trahi les métallos pour pouvoir, dans le désarroi résultant d'une bataille aussi lamentable, leur faire avaler les 45 heures.

La politique suivie par les dirigeants du syndicat des métaux a été exploitée par le patronat et, en premier lieu, par les hommes et les organisations de celui-ci, par les fascistes. Les syndicats professionnels sont dans de très nombreux endroits intervenus,

souvent avec habileté. A l'usine comme ailleurs, la politique front populaire, la politique de collaboration de classes se montre le meilleur fourrier du fascisme.

Mais, parmi les métallos, plus d'un a compris la trahison des dirigeants, plus d'un voit le danger fasciste grandissant à la faveur d'une telle situation et veut savoir comment intervenir pour empêcher la dégringolade de se poursuivre jusqu'à la catastrophe.

« La Commune », le Parti Communiste Internationaliste, ses militants sont intervenus tout au long du mouvement pour proposer une politique de combat, pour apporter les mots d'ordre susceptibles de fortifier le mouvement, de lui assurer la victoire. Ils ont essayé, dans la mesure de leurs forces, de créer entre grévistes les liaisons que détenaient les dirigeants « res-

ponsables » plus empressés de mentir que de dire la vérité aux grévistes pour leur permettre de se prononcer.

La bataille n'est pas finie. Pour la mener encore plus énergiquement, plus vigoureusement, plus efficacement, le P.C.I. appelle les métallos qui l'ont aidé, les métallos qui ont compris la trahison de rejoindre ses rangs, de constituer leurs cellules d'usines qui poursuivront la politique révolutionnaire qui aboutira à l'expropriation des exploités et qui donnera l'usine aux travailleurs.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

L'enterrement de la grève à Citroën Javel

Samedi matin, 16 avril. Depuis la veille, les ouvriers, travaillés par les responsables, s'apprêtent à évacuer la boîte. Peu à peu, ceux qui viennent de passer la nuit s'en vont avec leurs couvertures. Pourtant, aucun vote n'a encore eu lieu, mais chacun sent que c'est la fin. Certains affichent un optimisme de commande, mais chez beaucoup de camarades, on sent pointer l'inquiétude.

A 9 heures, se tient une dernière assemblée pour régulariser la situation en faisant accepter aux ouvriers les fameuses propositions gouvernementales, c'est-à-dire la trahison de leur mouvement.

On attend les gars de Grenelle. Pour faire patienter l'auditoire, des chanteurs bénévoles se relayent au micro. Tous les airs en vogue y passent. On entend aussi « l'Homme rouge », cette stupide chanson du temps de guerre.

Enfin, au chant de « l'Internationale », Grenelle arrive. En tête, drapeau et banderolle. Le drapeau est rouge, mais la banderolle est tricolore (sur fond blanc, les chevrons, marque de la boîte, sont en bleu, une partie des lettres sont en rouge). Le drapeau permet sans doute de prouver aux syndiqués que leurs dirigeants sont encore « révolutionnaires ». Quant à la banderolle, elle doit servir, en affichant les sentiments patriotiques de la direction syndicale, à rassurer cette « opinion publique » dont il a été tant de fois question au cours de la grève.



Beaumont s'installe au micro. Quelques applaudissements. Dans l'ensemble une certaine réserve.

L'homme semble embarrassé. Cela se comprend. Ce n'est pas toujours facile de jouer un rôle de traître. En quelques phrases, il tâte l'auditoire. Rapidement, il fait l'historique de la grève, déclare qu'il n'est plus possible de continuer le mouvement, car beaucoup d'ouvriers en ont marre et sont à bout de ressources, qu'un peu partout, comme chez Renault, la reprise du travail a été décidée. De sorte que si nous continuons, nous serons seuls, ce qui se terminera par un échec.

Quelques interruptions fusent, de temps à autre. Mais aucun enthousiasme. La situation est exactement à l'opposé de ce qu'elle était il y a 15 jours. Les types sont découragés. Et, naturellement, Beaumont a leur oreille quand il les pousse à reprendre le boulot, d'autant plus qu'il s'efforce de leur persuader qu'en rentrant « tous ensemble et la tête haute », ce n'est pas un échec qu'ils subissent mais une victoire qu'ils remportent. D'ailleurs, les gars n'ont pas d'autre perspective.

Après lui, Roger, secrétaire des Métaux du 15°, développe les mêmes arguments.

Puis un camarade vient rappeler que les propositions Daladier sont moins favorables que les propositions Blum, qui pourtant ont été repoussées.

Beaumont reprend la parole. On le sent pressé d'en finir. A un interrupteur, il a le toupet de répondre que les gars de l'aviation sont contents de la sentence Jacomet. Puis il prétend que si l'arbitrage n'est pas satisfaisant, on aura la ressource de recommencer le mouvement. Mais les ouvriers doivent bien mesurer les conséquences d'un refus d'évacuer la boîte. Et encore : Auront-ils le courage d'accepter que les camarades qui se sont dévoués depuis le début du conflit soient obligés de passer encore les jours de fête dans l'usine ?

Au moyen de tout ce battage, en tirant sur toutes les cordes, Beaumont parvient enfin à retourner complètement les gars. En terminant, il déclare : « Maintenant, chacun doit se prononcer sans acrimonie, en toute franchise. Je demande seulement que la minorité, quelle qu'elle soit, s'incline devant la majorité, quelle qu'elle soit. » Gros malin, va !

La question traditionnelle : « Que ceux qui sont d'avis d'accepter l'évacuation et de reprendre le travail mardi prochain, etc... ». La grande majorité des présents lèvent la main. Avis contraire : Quelques dizaines de mains se lèvent. Des hou ! hou ! à l'adresse des opposants.

Alors Beaumont, sûr de sa majorité, devient subitement haineux. Cet homme qui, quelques instants auparavant, demandait à chacun de voter en toute franchise, crie maintenant : « Je sais bien que la semaine prochaine, nous serons traités d'enveloppeurs de la classe ouvrière dans les canards de ceux qui viennent de voter contre le syndicat (Pour lui, bien entendu, voter contre la direction actuelle, c'est voter contre le syndicat). Mais il ne faudra pas que ces messieurs écrivent que la majorité était d'accord avec eux, car l'énorme majorité des ouvriers s'est prononcée contre eux ». (Non, citoyen Beaumont, nous n'avons pas besoin de tromper les ouvriers sur une question de vote. Ils verront bientôt, et d'eux-mêmes, de quel côté sont ceux qui les ont trahis). Les hou ! hou ! redoublent contre les minoritaires. Cependant aucune bagarre ne se produit.

Beaumont annonce enfin que le syndicat, pour fêter la fin du conflit, offre un banquet gratuit à tous les ouvriers dans les réfectoires des usines. (Sans doute est-ce pour compenser le non-versement des secours de grève). L'évacuation aura lieu à 2 heures et un cortège défilera, comme en juin 36, jusqu'à la place Beaugrenelle.

L'annonce de cette mascarade réchauffe l'enthousiasme des copains qui entonnent « l'Internationale » et se dispersent.

La grève est enterrée.